



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 septembre 2010

## CONTENU

---

### Politique commerciale américaine

« Make it in America » : les démocrates à la recherche d'une politique industrielle ..1  
La réforme du système de contrôle des exportations bien enclenchée .....2

### Relations commerciales

La Maison-Blanche renégocie l'Accord de libre-échange avec la Corée du Sud .....3

### Propriété intellectuelle

Changement de cap sur l'ACAC .....6

---

## Politique commerciale américaine

### « Make it in America » : Les démocrates à la recherche d'une politique industrielle

En vue des élections de novembre, les démocrates ont lancé une offensive médiatique et législative visant à rallier la base de leurs partisans de la classe moyenne. Divers projets de loi qui doivent favoriser la croissance des emplois manufacturiers aux États-Unis ont été regroupés au sein du plan « Make it in America ». Steny Hoyer, leader du parti majoritaire de la chambre des Représentants, en a fait l'annonce le 21 juillet dernier. Quatre projets de loi ont été votés par le Congrès avant la pause d'été et d'autres suivront au cours de l'automne. La présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, a identifié quatre objectifs qui guideront les démocrates : (1) mettre fin aux échappatoires fiscales qui favorisent l'externalisation des emplois manufacturiers; (2) forcer les partenaires commerciaux à respecter les règles commerciales établies; (3) favoriser la réintégration des vétérans; et finalement (4) renforcer la coopération avec les entreprises manufacturières afin de limiter leur exode. Les lois adoptées jusqu'à maintenant cherchent à s'attaquer au déficit commercial, à développer une politique industrielle et à favoriser la croissance des exportations de produits manufacturés.



Rep. Steny Hoyer  
(D-MD)

La nouvelle loi H.R. 1875 (*Bill to Establish an Emergency Commission to End the Trade Deficit*) établit une « Commission d'urgence sur le déficit commercial »; elle aura pour mandat de formuler des recommandations au président et aux comités du Congrès chargés des questions commerciales pour éliminer des déficits commerciaux sectoriels ou bilatéraux importants. La commission se penchera sur toutes les formes d'obstacles au commerce qui favoriseraient le maintien de relations commerciales inéquitables entre les États-Unis et leurs partenaires. Elle aura comme mandat de relever les barrières non tarifaires ainsi que les impacts du non-respect des normes sociales et environnementales établies. Elle étudiera aussi en profondeur les accords de libre-échange (ALE) négociés par l'exécutif. Le projet de loi, qui devait à l'origine être beaucoup plus contraignant pour l'Administration, a été fortement amendé afin d'obtenir les deux tiers des votes de la Chambre nécessaires à son adoption. La Commission devait à l'origine établir un plan stratégique, elle ne fera finalement que des recommandations. Une disposition qui devait empêcher l'Administration



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 septembre 2010

de déposer au Congrès tout ALE avant que le plan stratégique ne soit complété a aussi été abandonnée afin de permettre la ratification éventuelle de l'ALE avec la Corée du Sud.

Les autres projets de loi soumis au vote avant la pause d'été sont de moins grande envergure. La loi (H.R. 4380), *Loi sur le renforcement de l'industrie manufacturière (U.S. Manufacturing Enhancement Act)*, originalement votée comme loi sur les tarifs, vise à éliminer des tarifs sur des produits intrants qui ne sont plus fabriqués aux États-Unis. La loi H.R. 5156, *Loi sur la fabrication et l'exportation de technologies vertes (Clean Energy Technology Manufacturing and Export Assistance Act)*, octroie un budget de 75 millions de \$ É-U à l'*International Trade Administration* pour offrir un programme d'assistance à l'exportation propre à ces produits. La loi H.R. 4692, *Loi sur la stratégie nationale pour l'industrie manufacturière (National Manufacturing Strategy Act of 2010)*, enjoint l'exécutif à développer une planification industrielle quadriennale basée sur les recommandations de la Commission d'urgence sur le déficit commercial. Un projet de loi qui devait éliminer certaines échappatoires fiscales qui favorisent l'externalisation n'a pas reçu l'appui nécessaire des élus républicains. Plusieurs autres projets de loi sont encore à l'étude au sein des comités du Congrès.

*« Le plan « Make it in America » créera des incitatifs à investir pour les industries, renforcera les infrastructures manufacturières et l'innovation et améliorera la capacité des entreprises américaines à faire concurrence sur un pied d'égalité aux entreprises étrangères. »*

– Rep. Steny Hoyer, 21 juillet 2010

Questionnés à savoir si un projet de loi abordant le problème de la sous-évaluation du renminbi serait soumis au vote de la Chambre dans le cadre du plan « Make it in America », les élus démocrates sont restés évasifs. Le président du Comité des voies et moyens, Sander Levin, a souligné que le projet de loi H.R. 2378, la *loi sur la réforme des changes pour favoriser le commerce loyal (Currency Reform for Fair Trade Act)* seraient au centre des discussions de l'audience sur la politique de taux de change de la Chine qui aura lieu le 15 septembre prochain.

*« [Le plan « Make it in America »] établit un principe que nous mettons de l'avant et que nous continuerons à mettre de l'avant dans le prochain Congrès, qui vise à mettre l'accent sur la croissance de l'emploi, particulièrement dans le secteur manufacturier. »*

– Rep. Steny Hoyer, 21 juillet 2010

Pour consulter les différents projets de loi regroupés sous la rubrique « Make it in America », voir : House Majority Leader [http://www.majorityleader.gov/make\\_it\\_in\\_america.cfm](http://www.majorityleader.gov/make_it_in_america.cfm)

Sources : « House Approves Trade Deficit Commission Bill As Part Of Manufacturing Agenda », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 29. « Democrats Unveil Legislative Initiatives To Help U.S. Manufacturers », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 28. Steny H. Hoyer, « Hoyer Statement on Democrats "Make it in America" Agenda », 21 juillet 2010, en ligne: <http://www.majorityleader.gov/media/statements.cfm?pressReleaseID=4381>

### *La réforme du système de contrôle des exportations bien enclenchée*

L'Administration Obama a donné suite à sa promesse de réformer le système de contrôle des exportations (SCE). Elle a adopté diverses réformes administratives qui devraient constituer la première étape vers une simplification des procédures d'attribution des licences



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 septembre 2010

d'exportation.<sup>1</sup> Premièrement, les listes de contrôle gérées jusque-là de manière distincte par le Département d'État et le Département du Commerce, sont regroupées pour ne plus former qu'une seule liste divisée en trois niveaux de sécurité. Deuxièmement, une procédure uniforme d'attribution des licences a été mise en place, alors qu'auparavant chaque agence possédait la sienne. Troisièmement, la création d'un Centre de coordination du contrôle des exportations (*Export Enforcement Coordination Center*) a été annoncée. Il assurera la coordination des agences responsables de l'octroi de licence. Finalement, un système informatique intégré et uniforme est mis en place, ce qui devrait faciliter l'échange d'information entre les agences et accélérer les procédures d'octroi de licences.

*« [Ces réformes] apporteront de la transparence et de la cohérence à un champ de régulation qui en manque depuis longtemps. Par ce fait même, nous améliorons la compétitivité de nos secteurs manufacturiers et technologiques, qui nous aidera en retour non seulement à accroître nos exportations et à créer des emplois, mais aussi à accroître notre sécurité. »*

– Président Barack Obama, 31 août 2010

Cette première étape de la réforme du SCE passée, l'Administration devrait maintenant créer une nouvelle agence pour centraliser l'émission des licences. Un projet de loi devra cependant être déposé au Congrès. Le dépôt du projet pourrait être retardé par les élections de mi-mandat, ce qui nous renvoie à 2011. En simplifiant et en centralisant les procédures de contrôle des exportations, l'Administration espère ainsi encourager les entreprises à exporter davantage.

Pour consulter l'annonce du Président Barack Obama, voir : Maison-Blanche <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/08/30/video-remarks-president-department-commerce-annual-export-controls-updat>

Sources : « President Obama Lays the Foundation for a New Export Control System To Strengthen National Security and the Competitiveness of Key U.S. Manufacturing and Technology Sectors », *Office of the Press Secretary*, 30 août 2010, en ligne : Maison-Blanche <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/08/30/president-obama-lays-foundation-a-new-export-control-system-strengthen-n> Eliza Krigman, « WH Moves Forward With Export Control Reform », *Tech Daily Dose*, 30 août 2010, en ligne : Tech Daily Dose <http://techdailydose.nationaljournal.com/2010/08/wh-moves-forward-with-export-c.php>

---

### Relations commerciales

#### *La Maison-Blanche renégocie l'Accord de libre-échange avec la Corée du Sud*

Le président Obama a annoncé, le 27 juin dernier, son intention de déposer au Congrès l'Accord de libre-échange américano-coréen (ALE KORUS) dans les mois qui suivront la prochaine rencontre du G20, qui se tiendra à Séoul en novembre. Le représentant américain au commerce, Ron Kirk, aura jusqu'à cette date pour s'entendre avec son homologue sud-coréen, le ministre du Commerce, Kim Jong-hoon, sur des modifications à l'accord complété par l'Administration Bush le 20 juin 2007. L'ALE KORUS, comme les deux autres ALE

---

<sup>1</sup> Pour consulter un résumé des plans de la réforme du SCE, voir la *Chronique commerciale américaine* du 28 avril 2010 : CEIM <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/28-04-10.pdf>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 septembre 2010

négociés par l'Administration Bush avec Panama et la Colombie qui n'ont toujours pas été ratifiés par le Congrès, soulève une opposition soutenue de la part de nombreux congressistes, notamment démocrates, qui pourraient rejeter l'ALE à moins que des modifications y soient apportées.

Les principaux griefs des opposants à l'ALE KORUS dans sa forme actuelle concernent l'ouverture des marchés sud-coréens de l'automobile et du bœuf, qu'ils jugent inadéquate. Une frange démocrate non négligeable souhaite une renégociation plus large de l'entente, mais afin de faciliter les négociations, les fonctionnaires du Bureau du représentant américain au commerce (USTR) ont indiqué qu'ils concentreront les discussions uniquement sur les questions prioritaires des marchés de l'automobile et du boeuf, sans toutefois écarter la possibilité de revoir d'autres clauses, notamment celles qui encadrent les investissements. Bien que l'accord prévoit la disparition à terme des tarifs sud-coréens de 8 % à 10 % imposés sur l'importation de véhicules moteurs américains, l'Administration américaine est d'avis que de nombreuses barrières non tarifaires limitent l'accès des constructeurs américains au marché sud-coréen. Des normes sécuritaires spécifiques ainsi que des taxes environnementales importantes, notamment basées sur la taille des moteurs, représentent les principaux obstacles à l'exportation de véhicules américains en Corée du Sud. Dans le cas du bœuf, le gouvernement sud-coréen limite l'accès à son territoire à certaines catégories de produits bovins sous des prétextes phytosanitaires malgré une entente propre à ce secteur qui devrait permettre leur libre circulation. Les discussions devraient donc porter sur des mécanismes d'ajustements plutôt que sur des modifications importantes au texte de l'accord, ce qui pourrait faciliter le compromis recherché par l'Administration américaine. Le gouvernement sud-coréen a déjà fait savoir que le texte de l'accord ayant été préalablement débattu en Chambre, des modifications importantes n'étaient pas envisageables.

*« Nous travaillerons de façon méthodique [afin de compléter l'ALE avec la Corée du Sud]. Je veux m'assurer que tout soit en ordre d'ici à ma visite en Corée en novembre. Dans les mois qui suivront cette visite, j'ai l'intention de déposer l'accord au Congrès. »*

– Président Barack Obama, 26 juin 2010

*« Durant la dernière année, l'USTR a mené des consultations approfondies avec de nombreux intervenants et des leaders du Congrès afin d'entendre leurs préoccupations concernant cet accord. Maintenant, à la demande du président Obama, nous projetons d'adresser ces préoccupations, d'assurer des conditions commerciales justes et équitables aux travailleurs américains des secteurs de l'automobile et de la production bovine et de fournir aux Américains les emplois et les opportunités économiques que cet accord peut apporter. »*

– USTR Ron Kirk, 26 juin 2010.

L'ALE KORUS a été signé le 30 juin 2007, mais il n'a pas encore été ratifié par le Congrès américain. La Corée du Sud était le septième partenaire commercial en importance des États-Unis en 2009 avec des échanges de biens totalisant 67,8 milliards de \$ ÉU, ce qui représente moins de 3 % du commerce extérieur américain. Les États-Unis sont le troisième partenaire commercial de la Corée du Sud, après la Chine et l'Europe. Si l'ALE KORUS entrait en vigueur dans sa forme actuelle, 95 % des tarifs imposés par les deux pays seraient éliminés en 3 ans. Selon l'étude d'impact de la *United States International Trade Commission*, la mise en oeuvre de l'ALE KORUS engendrerait une croissance des



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 septembre 2010

exportations américaines de 10 à 11 milliards de \$ É-U et une croissance des exportations sud-coréennes de 6 à 7 milliards de \$ É-U annuellement. La Corée du Sud maintient des tarifs d'environ 10 % sur les produits américains, mais ceux-ci peuvent s'élever à près de 30 % sur certains produits agricoles, alors que les États-Unis ne maintiennent en moyenne que des tarifs de 5 % sur les produits en provenance de Corée du Sud. En cherchant à compléter l'ALE KORUS avant les ALE avec Panama et la Colombie, l'Administration Obama réitère son engagement à faire de l'Asie son principal objectif de développement commercial.

Le commerce des États-Unis avec la Corée du Sud		
(en milliards de \$ É.U.)		
	2009	2008
Exportations	28,6	34,7
Importations	39,2	50
Solde commercial	-10,6	-15,3

Source : US Census Bureau et International Trade Administration

Principaux produits d'exportation		Principaux produits d'importation	
(Milliards de \$ É.U., 2008)			
Ordinateurs et produits électroniques	5,2	Ordinateurs et produits électroniques	15
Produits chimiques	4,4	Produits chimiques	8
Machinerie	4	Machinerie	2,8
Équipement de transport	2,5	Équipement et appareils électriques	2,7

Source : US Census Bureau et International Trade Administration

Pour consulter la conférence de presse des présidents Obama et Lee, voir : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-obama-and-president-lee-myung-bak-republic-korea-after-bilateral>

Pour consulter l'étude d'impact de l'USITC, voir :

USITC <http://www.usitc.gov/publications/332/pub3949.pdf>

Pour avoir un aperçu des principales barrières non tarifaires coréennes identifiées par l'Administration américaine, voir le rapport 2010 sur les obstacles au commerce publié par l'USTR : USTR

[http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/reports/2010/NTE/2010\\_NTE\\_Korea\\_final.pdf](http://www.ustr.gov/sites/default/files/uploads/reports/2010/NTE/2010_NTE_Korea_final.pdf)

Sources : USTR, « Kirk Comments on U.S.-Korea Free Trade Agreement », *USTR Press Release*, 26 juin 2010, en ligne: <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/june/kirk-comments-us-korea-free-trade-agreement> Julianna Goldman et Hans Nichols, « Obama to Set November Deadline to Finish South Korea Free-Trade Agreement », *Bloomberg*, 26 juin 2010, en ligne: Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/2010-06-26/obama-to-set-november-deadline-to-finish-south-korea-free-trade-agreement.html> Jutta Hennig, « Administration Signals Limited Auto, Beef Fixes For U.S.-Korea FTA », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 26, p. 1.





## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 9 septembre 2010

### Propriété intellectuelle

#### *Changement de cap sur l'ACAC*

Les négociateurs américains dans les discussions sur l'Accord commercial anticontrafaçon (ACAC) sont revenus sur leur intention d'imposer la clause de la « responsabilité secondaire » aux fournisseurs de service Internet (FSI).<sup>2</sup> Ce changement de position a été confirmé cette semaine par la parution de la plus récente version du texte de l'accord sur le site internet du groupe de réflexion *Knowledge Ecology International*. Rappelons que la dernière phase de négociation s'est tenue à Washington du 26 au 30 août dernier et que la prochaine rencontre, qui se tiendra à la fin septembre au Japon, pourrait voir naître la version définitive de l'ACAC.

L'abandon de la clause de la « responsabilité secondaire » n'exempte cependant pas entièrement les FSI de toute responsabilité. L'introduction du chapitre sur l'internet requiert toujours que les signataires se dotent de législations leur permettant d'engager des procédures légales contre tout contrevenant aux droits de propriété intellectuelle (DPI) dans la sphère numérique. De façon plus spécifique, le texte requiert maintenant que les signataires collaborent entre eux et soient en mesure de récupérer de l'information pertinente auprès de leurs FSI lorsque des plaintes sont formulées à leur encontre.

Pour consulter la dernière version du texte de l'ACAC, voir : Knowledge Ecology International, [http://keionline.org/acta\\_washdc](http://keionline.org/acta_washdc)

Sources : Adam Behsudi, « U.S. Proposes Dropping Secondary Liability From ACTA Internet Section », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 34. Michael Geist, « ACTA Text Leaks: U.S. Concedes on Secondary Liability, Wants To Go Beyond DMCA on Digital Locks », *Michael Geist Blog*, en ligne : <http://www.michaelgeist.ca/>

#### **Chronique commerciale américaine**

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique** : Christian Deblock

**Recherche et rédaction** : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



<sup>2</sup> Voir à ce sujet la *Chronique commerciale américaine* du 23 février 2010 : CEIM <http://ieim.uqam.ca/IMG/pdf/23-02-10.pdf>